

## DEVELOPPEMENT OU REPRODUCTION SOCIALE ?

Aujourd'hui, la plupart des tiers-mondistes s'accordent à penser que les actions entreprises dans le Tiers Monde, au titre de son développement, sont plus nocives qu'un simple sous-développement des forces productives. Ils recommandent des technologies appropriées, des réformes agraires avec cultures vivrières, etc. Ils continuent de parler de développement (même quand il s'agit de creuser un puits), mais acceptent l'idée d'un niveau de développement technico-économique très inférieur au nôtre, donc un niveau de vie des populations nécessairement inférieur au nôtre. Pourquoi considérons-nous comme inacceptable pour nous même ce que nous envisageons volontiers pour les autres ? Si le Tiers Monde parvient un jour (je crois que c'est possible, "la crise" étant de ce point de vue une chance à saisir) à dissocier son destin du nôtre, c'est-à-dire à ne plus contribuer à notre développement technico-économique par les efforts qu'il fait pour promouvoir le sien, et si la décision économique échappe au système de pouvoir que nous y avons introduit (l'Etat) pour être rendue aux peuples, y aura-t-il ou non développement ? Car lorsque les tiers-mondistes cherchent pour ces peuples les voies d'un développement possible (comme je l'ai longtemps fait moi-même, jusqu'à dire comme ils devaient s'y prendre - dans la Guérilla économique), ils font, pour eux, donc à leur place, un choix culturel fondamental. Cette prétention abusive provient sans doute d'une confusion, que le mot de sous-développement favorise. Combattre le sous-développement ce n'est pas enclencher un processus de développement. C'est éliminer les facteurs internes et externes qui empêchent une population de se reproduire dans les conditions qu'elle décide elle-même.

Or, avant la période coloniale, beaucoup de sociétés ne se reproduisaient qu'à "l'identique". Elles produisaient toujours un surplus. Mais celui-ci n'était pas investi pour accroître les capacités de production. Il était généralement dilapidé dans des fêtes rituelles. C'était parfois la condition du maintien d'un équilibre avec le milieu dont les ressources sont toujours limitées. C'était aussi bien souvent la condition du maintien d'un équilibre social, en assurant une égalité des membres du groupe, chacun recevant peu, mais la même part de la richesse sociale. Ces sociétés (il en existe encore des vestiges) sont-elles pauvres ? Suivant nos critères, elles le sont, bien qu'elles le soient beaucoup moins que la plupart d'entre nous, puisqu'elles n'ont pas de besoins insatisfaits. Mais elles ont surtout ce que la colonisation, puis le développement ont ôté à la plupart des sociétés : les raisons de vivre que chaque groupe social s' imagine, en fonction d'une idéologie ou au delà, d'une cosmogonie qui lui est propre. Si les peuples du Tiers Monde étaient libres de s'organiser comme ils l'entendent, peut-être que certains d'entre eux ne connaîtraient plus le développement technico-économique. Je ne vois pas du tout pourquoi nous devrions le déplorer. En revanche, on peut regretter qu'en leur imposant à tous ce même système de pouvoir que représente l'état (seul reconnu par le Droit International élaboré, en fait, par les grandes puissances) on ait imposé du même coup à l'humanité entière un même choix culturel, qui était initialement celui de la société occidentale.

Les sociétés ne se reproduisent plus à l'identique. Dans le Tiers Monde, elles se délitent. La pauvreté n'est pas le mal le plus grave qui affecte la majorité des gens. C'est cette misère absolue qui n'est pas essentiellement matérielle, mais morale et culturelle ou spirituelle : dans une société dont les structures traditionnelles se sont disloquées, avec un système de valeurs qui n'est plus ni vécu ni commun aux membres du groupe social, les gens ne comprennent plus pourquoi ils vivent ni ce qui leur arrive.

Et chez nous ? Le développement a provoqué un remodelage social qui passe pour positif. Des gens plus instruits, de plus en plus de savants, de chercheurs de techniciens de haut-niveau, d'universitaires, d'intellectuels de toutes disciplines. Aussi parle-t-on de développement économique et social. Mais si, pour tous ces gens, la promotion sociale est certaine, leur utilité sociale est strictement déterminée par leur fonction : ils sont au service de la dynamique d'un système. Si ce système est malsain du fait de ses orientations fondamentales, ils sont eux-mêmes d'autant plus malsains qu'ils sont plus efficaces ou compétents. Quant-aux raisons de vivre qu'on peut avoir dans le cadre de ce système, on les trouve moins souvent dans l'activité exercée (sauf à être aveugle) que dans l'utilisation de l'argent reçu en contrepartie du travail : un appartement, une automobile, un lave-vaisselle ...

Mais il ne faut pas être catastrophiste. Le développement provoquant désormais la marginalisation d'une fraction grandissante de la nation, peut-être finira-t-on par comprendre que les ambitions individuelles et collectives que nous sommes invités - et obligés - à avoir, ne sont pas celles que nous devrions nourrir. Une prise de conscience permettrait d'affronter dans de meilleures conditions cette crise qui est encore devant nous. Peut-être ceux qui souhaitent que s'instaure d'autres rapports entre les hommes, d'une part, entre ceux-ci et leur environnement, d'autre part, tenteront-ils de se constituer en société, sans l'opposition du reste de la nation, celle-ci comprenant et acceptant leur projet. Peut-être ...

Mais les gens que j'ai rencontré cet été et qui s'étaient réunis pour réfléchir à la crise n'encouragent pas les espoirs de ce genre : ils pensent que demain sera comme aujourd'hui, en mieux.

**François Partant (1984)**